

Rencontre avec G. Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics

29 mai 2017



Fonction Publique contactfp@solidaires.org

29 mai 2017

RENCONTRE AVEC G. DARMANIN MINISTRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

Solidaires Fonction Publique a rencontré ce 24 mai Gérard Darmanin, Ministre de l'Action et des Comptes Publics qui compte également dans son portefeuille la Fonction Publique. Solidaires a dû le décevoir de la rencontre de plus d'une nouvelle fois l'absence de Ministre de la Fonction Publique de plein exercice. Après une présentation rapide de notre organisation, Solidaires est revenu sur les points les plus problématiques du programme électoral d'Emmanuel Macron.

Solidaires est largement revenu sur les 120 000 suppressions d'emplois annoncées (50 000 dans le versant Etat et 70 000 dans le versant territorial) en indiquant son désaccord le plus total avec cette orientation qui est dans la droite ligne des politiques menées précédemment par les présidents Sarkozy et Hollande. Ces politiques obéissant au dogme du pacte européen budgétaire, n'abordent la Fonction Publique que sous une logique comptable.

Solidaires a rappelé qu'aujourd'hui aucun service n'est en capacité de supporter de telles suppressions (tout-il rappeler que le numérique ne baisse pas la charge de travail mais transforme son traitement seulement...). De plus, ces choix budgétaires sont porteurs de politiques en totale contradiction avec la volonté affichée de rapprocher l'usager des services. Au contraire, ils accentuent la désertification des territoires en limitant l'implantation des services publics déjà fragilisés. C'est sans doute une des raisons qui ont permis à l'extrême droite de profiter. Ne pas répondre aux attentes des usagers et ne pas prendre les décisions qui s'imposent en la matière faciliteront encore plus le risque brun à l'issue de ce quinquennat.

Solidaires a par ailleurs souligné les efforts constants d'adaptation de la Fonction Publique. Les problèmes rencontrés, à la fois par les fonctionnaires et les usagers sont bien souvent le résultat des baisses des moyens humains et financiers.

Solidaires a également rappelé au ministre son attachement au statut de la Fonction Publique et sa fonction première qui est celle de protéger les citoyens et les citoyennes en leur garantissant neutralité et impartialité dans les services rendus. Il n'est pas un simple effet de style et ne doit en aucun cas être réservé à certaines missions. C'est pourquoi Solidaires souhaite avant toute autre chose que le gouvernement ouvre une vraie réflexion sur les missions de services publics servies par la fonction publique. Ce débat n'a jamais eu lieu. Ce n'est qu'après avoir défini le périmètre de ces missions, au regard des besoins réels des usagers, que l'on pourra ensuite aborder la question des moyens à mettre en œuvre pour les mener à bien.

Solidaires est également revenu sur le rendez-vous salarial promis par le précédent gouvernement pour l'été, sur notre inquiétude de voir la proposition du recours à la rémunération au mérite s'accroître.

Solidaires est également intervenu sur l'erreur d'analyse que serait le fait d'instaurer un régime de retraite unique, sur la nécessité de revoir le fonctionnement du dialogue social (en effet, la parole des représentants des personnels n'est jamais entendue), sur la nécessité à nos yeux de créer des liens entre la réforme territoriale et la fonction publique tant les deux sujets sont étroitement imbriqués. Cela doit passer par la réactivation du CNSP (Conseil National des Services Publics).

Solidaires a donc clairement exprimé tous ses doutes et craintes par rapport à la feuille de route qui semble être celle du gouvernement. Très clairement, elle ne nous semble pas fonction publique compatible.

Le ministre a répondu à certaines de nos interpellations, tout en restant particulièrement vague sur certains points (notre en ne répondant pas du tout). Il a cherché à nous rassurer en nous affirmant qu'il serait bien notre interlocuteur unique en matière de Fonction Publique.

Nous lui avons fait remarquer que gérer à la fois le budget de l'Etat, celui de la sécurité sociale et piloter la fonction publique dans ses trois versants tout en assurant la modernisation et la réforme de l'Etat nous paraissait beaucoup pour un seul homme...

Il a indiqué que si les élections législatives confirment le résultat de l'élection présidentielle, le gouvernement mettra en œuvre le programme prévu (nous voilà donc clairement prévenus...).

Concernant le rendez-vous salarial, s'il aura bien lieu, il n'y aura rien de pire que n'y a selon lui aucune marge de manœuvre dans le cadre du budget 2017. Il ne s'est guère avancé pour les années suivantes.

Le ministre a par ailleurs indiqué que l'augmentation de CSG de 1,7% qui est prévue (mais pas avant 2018) fera probablement l'objet d'une compensation pour les fonctionnaires qui sans cela se retrouveraient pénalisés... Et tant pis pour les retraités-és qui perçoivent plus de 1200 euros de retraite !

Pour atteindre 60 milliards d'économies, le ministre du budget aura sans doute beaucoup de choses à demander au ministre de la fonction publique !!

Concernant le statut de la Fonction Publique, si le Ministre indique y être attaché, il précise malgré tout souhaiter le moderniser... et ne pas être contre la contractualisation. Et lutter ainsi contre la précarité. Bien entendu, pour Solidaires, contractualiser notamment les catégories C ne peut en aucun cas être une réponse à la précarité... Bien au contraire.

En matière de dialogue social, le ministre confirme que de prochaines séances bilatérales auront lieu après les législatives afin de rentrer dans les détails du programme que la majorité qu'il espère, lui permettra de mettre en œuvre. Un Conseil Commun de la Fonction Publique devrait se tenir d'ici le 14 juillet.



Fonction Publique contactfp@solidaires.org

29 mai 2017

RENCONTRE AVEC G. DARMANIN MINISTRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

Solidaires Fonction Publique a rencontré ce 24 mai Gérard Darmanin, Ministre de l'Action et des Comptes Publics qui compte également dans son portefeuille la Fonction Publique. Solidaires a dès le début de la rencontre déploré une nouvelle fois l'absence de Ministère de la Fonction Publique de plein exercice. Après une présentation rapide de notre organisation, Solidaires est revenu sur les points les plus problématiques du programme électoral d'Emmanuel Macron.

Solidaires est largement revenu sur les 120 000 suppressions d'emplois annoncées (50 000 dans le versant Etat et 70 000 dans le versant territorial) en indiquant son désaccord le plus total avec cette orientation qui est dans la droite ligne des politiques menées précédemment par les présidents Sarkozy et Hollande. Ces politiques obéissant au dogme du pacte européen budgétaire, n'abordent la Fonction Publique que sous une logique comptable.

Solidaires a rappelé qu'aujourd'hui aucun service n'est en capacité de supporter de telles suppressions (faut-il rappeler que le numérique ne baisse pas la charge de travail mais transforme son traitement seulement...). De plus, ces choix budgétaires sont porteurs de politiques en totale contradiction avec la volonté affichée de rapprocher l'utilisateur des services. Au contraire, ils accentuent la désertification des territoires en limitant l'implantation des services publics déjà fragilisés. C'est sans doute une des raisons qui ont permis à l'extrême droite de proliférer. Ne pas répondre aux attentes des usagers et ne pas prendre les décisions qui s'imposent en la matière faciliteront encore plus le risque brun à l'issue de ce quinquennat.

Solidaires a par ailleurs souligné les efforts constants d'adaptation de la Fonction Publique. Les problèmes rencontrés, à la fois par les fonctionnaires et les usagers sont bien souvent le résultat des baisses des moyens humains et financiers.

Solidaires a également rappelé au ministre son attachement au statut de la Fonction Publique et sa fonction première qui est celle de protéger les citoyens et les citoyennes en leur garantissant neutralité et impartialité dans les services rendus. Il n'est pas un simple effet de style et ne doit en aucun cas être réservé à certaines missions. C'est pourquoi Solidaires souhaite avant toute autre chose que le gouvernement ouvre une vraie réflexion sur les missions de services publics servies par la fonction publique. Ce débat n'a jamais eu lieu. Ce n'est qu'après avoir défini le périmètre de ces missions, au regard des besoins réels des usagers, que l'on pourra ensuite aborder la question des moyens à mettre en œuvre pour les mener à bien.

Solidaires est également revenu sur le rendez-vous salarial promis par le précédent gouvernement pour l'été, sur notre inquiétude de voir la proposition du recours à la rémunération au mérite s'accroître.

Solidaires est également intervenu sur l'erreur d'analyse qui serait le fait d'instaurer un régime de retraite unique, sur la nécessité de revoir le fonctionnement du dialogue social (en effet, la parole des représentants des personnels n'est jamais entendue), sur la nécessité à nos yeux de créer des liens entre la réforme territoriale et la fonction publique tant les deux sujets sont étroitement imbriqués. Cela doit passer par la réactivation du CNSP (Conseil National des Services Publics).

Solidaires a donc clairement exprimé tous ses doutes et craintes par rapport à la feuille de route qui semble être celle du gouvernement. Très clairement, elle ne nous semble pas fonction publique compatible.

Le ministre a répondu à certaines de nos interpellations, tout en restant particulièrement vague sur certains points (voire en ne répondant pas du tout). Il a cherché à nous rassurer en nous affirmant qu'il serait bien notre interlocuteur unique en matière de Fonction Publique.

Nous lui avons fait remarquer que gérer à la fois le budget de l'Etat, celui de la sécurité sociale et piloter la fonction publique dans ses trois versants tout en assurant la modernisation et la réforme de l'Etat nous paraissait beaucoup pour un seul homme...

Il a indiqué que si les élections législatives confirment le résultat de l'élection présidentielle, le gouvernement mettra en œuvre le programme prévu (nous-voilà donc clairement prévenus...).

Concernant le rendez-vous salarial, s'il aura bien lieu, il n'y aura rien de pire puisqu'il n'y a selon lui aucune marge de manœuvre dans le cadre du budget 2017. Il ne s'est guère avancé pour les années suivantes.

Le ministre a par ailleurs indiqué que l'augmentation de CSG de 1,7% qui est prévue (mais pas avant 2018) fera probablement l'objet d'une compensation pour les fonctionnaires qui sans cela se retrouveraient perdants... Et tant pis pour les retraités qui perçoivent plus de 1200 euros de retraite !

Pour atteindre 60 milliards d'économies, le ministre du budget aura sans doute beaucoup de choses à demander au ministre de la fonction publique !!

Concernant le statut de la Fonction Publique, si le Ministre indique y être attaché, il précise malgré tout souhaiter le moderniser... et ne pas être contre la contractualisation. Et lutter ainsi contre la précarité. Bien entendu, pour Solidaires, contractualiser notamment les catégories C ne peut en aucun cas être une réponse à la précarité... Bien au contraire.

En matière de dialogue social, le ministre confirme que de prochaines séances bilatérales auront lieu après les législatives afin de rentrer dans les détails du programme que la majorité qu'il espère, lui permettra de mettre en œuvre. Un Conseil Commun de la Fonction Publique devrait se tenir d'ici le 14 juillet.

- **Emplacement : ré-agir ensemble** > Mobilisations et actualités > Actualités >

- Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/Rencontre-avec-G-Darmanin-ministre-de-l-action-et-des-comptes-publics>